



**INSTALLATION D'UN GRIL TECHNIQUE POUR LES SALLES
D'EXPOSITIONS & ESPACE ACCUEIL
Bibliothèque nationale de France
Quai François Mauriac
75013 Paris**

**PLAN GENERAL DE COORDINATION
DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**

Bougnoux Frédéric

	3		
	2		
18/01/2024	0	Création du document	F. BOUGNOUX
Date d'établissement ou de modification	Indice version	Objet de la version ou de la mise à jour	Rédacteur

Il est rappelé aux entreprises que le coordonnateur SPS n'est pas un permanent sécurité de leur entreprise ou du chantier mais le conseil en la matière du Maître de l'Ouvrage.

R 4532-44, R 4532-45, 4532-46 & 4532-53 DU CODE DU TRAVAIL

Article R4532-53

- Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont joints au plan général simplifié de coordination.

ANNEXE PGC / CORONAVIRUS

En période d'épidémie, les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics doivent respecter strictement les préconisations du guide OPP-BTP au 02/03/2022, et à défaut de pouvoir le faire, stopper leur activité sur les travaux concernés.

1/ Les entreprises doivent obligatoirement :

- Respecter et faire respecter les règles d'hygiène émises par les autorités sachant que les dites mesures peuvent évoluer à tout moment en fonction de l'évolution sanitaire.
- Avoir l'accord du Maître d'Ouvrage
- Rappeler et afficher les règles d'hygiène de base : se laver les mains régulièrement à minima à chaque changement de taches et/ou toutes les 2 heures ou utiliser une solution hydro alcoolique, ne pas se serrer la main, respecter une distance de 2 m minimum entre les personnes,
- Fournir aux Salariés des masques de protection en cas de travail à moins de 2m de distance.
- Fournir aux salariés de l'entreprise et en quantité suffisante : gel hydro-alcoolique et /ou lingettes, ...
Effectuer un suivi sanitaire des Salariés ; absence de fièvre, maux de tête, etc.
Travaux en ERP : PASS SANITAIRE obligatoire pour chaque Salarié
- Veiller particulièrement aux transports des Salariés afin de faire respecter les gestes barrières.
- Nommer un Référent COVID-19 par Entreprise.
- Effectuer un contrôle d'accès au chantier et refuser l'entrée à des Personnes présentant des symptômes COVID-19.

Mesures collectives et organisationnelles

- Décaler les horaires d'arrivée sur chantier, de repas et de fermeture du chantier pour éviter une concentration trop importante d'ouvriers en même temps dans les cantonnements.
- Réaliser un nettoyage soigné des cantonnements, à charge du lot concerné sur le chantier, avec des produits désinfectants et notamment les surfaces de contact comme le mobilier, les poignées, les interrupteurs, les appareils ménagers, les appareils sanitaires, etc...
- Renforcer le nettoyage et intensifier sa fréquence dans les locaux vestiaires, réfectoires, sanitaires et bureaux de chantier,
- Prévoir un nettoyage/désinfection du réfectoire après chaque utilisation.(type cafés du matin..)
- Prévoir un nettoyage des cantonnements après le repas du midi ainsi qu'en fin de journée afin que les Compagnons trouvent un espace propre et désinfecté pour l'embauche du lendemain,
- Décaler certaines interventions entre entreprises pour éviter une concentration importante de Personne dans un même lieu et éviter les travaux ne respectant pas la règle des 2m.
- Après vérification des plannings travaux faire éventuellement modifier ces plannings, en concertation avec le Maître d'œuvre, CSPS, Pilote et Maître d'Ouvrage, afin d'éviter une trop grande concentration d'entreprises dans le même temps au même endroit.
- Vérifier la disponibilité des services de secours.

Transmettre au CSPS et au Maître d'Ouvrage un avenant au PPSPS en détaillant :

- Le nombre de sous-traitants en cas d'Entreprise Générale
 - Le nombre de compagnons envisagés sur le chantier et par entreprises.
 - Les modalités d'approvisionnement et de manutentions sur le chantier ;
 - Les taches à réaliser en tenant compte des mesures prises pour respecter la distance de sécurité de 1m minimum ou la fourniture de masque ad'hoc.
 - Les conditions d'accès à la base vie et son utilisation (nb de personnes par compartiment en tenant compte des distances de sécurité) ;
 - La fourniture de gel Hydro alcoolique à l'entrée et à l'intérieur de la base vie ;
 - Le nettoyage soigné des cantonnements, à charge du lot concerné, avec produits désinfectants, particulièrement les surfaces de contact (mobilier, poignées, interrupteurs, appareils ménagers...) + augmenter la fréquence de ces nettoyages ;
 - Les produits de nettoyage mis à la disposition des compagnons sur le chantier
 - Les présences interdites : personnes à risque aggravé du fait de leur santé (selon les critères définis par la Sécurité Sociale et les préventions OPPBTP).
-
- Etudier la remise d'un « pack sanitaire » comprenant :
 - o 1 rouleau de papier toilette et d'essuie main par personne
 - o 1 petit bidon de gel hydro alcoolique (si non rupture de stock)

- o 1 bidon de savon liquide
- o 1 bidon d'eau pour le lavage des mains si pas d'eau sur chantier
- o Masques (si non rupture de stock)
- o Des gants fins jetables
- o 1 boîte de lingettes pour le véhicule
- o 1 boîte de lingettes pour le lavage des mains
- o 1 paquet de lingettes désinfectantes (javel)
- o 5 paires de gants habituels avec préconisation d'un lavage chaque fin de semaine

2/ PPSPS

En ce qui concerne le PPSPS, comme pour toute nouvelle situation de travail modifiant le mode opératoire, une mise à jour doit être faite par l'entreprise.

Les mesures de prévention doivent être connues des travailleurs.

A ce titre, le CSPS demande à l'entreprise de lui préciser de quelle manière elle compte en faire part à ses salariés. Préciser les conditions de respect des mesures sanitaires dans le cas où la coactivité n'est pas évitable.

L'entreprise doit diffuser la mise à jour de son PPSPS aux MOA, MOE et au CSPS ainsi qu'à ses sous-traitants puisqu'ils sont soumis aux mêmes obligations.

La mise à jour du PPSPS doit être faite en tenant compte des mesures de prévention générales prises par l'entreprise au sein de son établissement et stipulées dans son Document Unique d'Evaluation des Risques.

Ne pas omettre d'indiquer dans le PPSPS si l'entreprise a prévu d'utiliser et / ou de prêter du matériel.

Les prestataires sur le chantier sont sous la responsabilité de l'entreprise qui les a contractés et qui devra s'assurer qu'ils respectent les règles en matière d'hygiène et de sécurité.

3/ Pour les opérations de 1ère catégorie

Sans objet.

4/ Réunions de chantier

Les réunions de chantier ne devront pas se dérouler dans un lieu confiné. Elles peuvent se dérouler sur le terrain ou à l'air libre. Dans tous les cas il faut que le Maître d'œuvre limite le nombre de participant en privilégiant les vidéos conférences.

5/ Fermeture du chantier

Le chantier doit être maintenu clos pendant le travail et lorsque les travailleurs quittent les lieux.

CORONAVIRUS

Ce qu'il faut savoir

LES
INFORMATIONS
UTILES



0 800 130 000 (appel gratuit)

gouvernement.fr/info-coronavirus

COMMENT SE PROTÉGER ET PROTÉGER LES AUTRES ?



Lavez-vous très
régulièrement les mains



Toussez ou éternuez
dans votre coude ou
dans un mouchoir



Utilisez un mouchoir
à usage unique et jetez-le

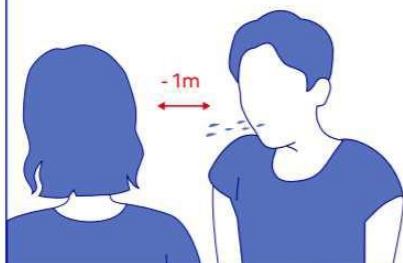


Saluez sans se serrer la main,
évités les embrassades

COMMENT SE TRANSMET LE CORONAVIRUS ? (09/03/2020)

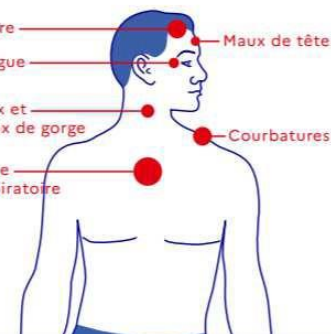
• Par la projection
de gouttelettes

• Face à face pendant
au moins 15 minutes



QUELS SONT LES SIGNES ?

Fièvre ————
Fatigue ————
Toux et
maux de gorge ————
Gêne
respiratoire ————
Maux de tête ————
Courbatures ————



PLAN DE PRÉVENTION ET DE GESTION DES RISQUES

STADE 1

Cas importés sur le territoire

→ Objectif
Freiner l'introduction du virus

STADE 2

Existence de cas groupés sur le
territoire français

→ Objectif
Limiter la propagation du virus

STADE 3

Le virus circule sur tout le territoire

→ Objectif
Limiter les conséquences de la
circulation du virus

STADE 4

Accompagnement du
retour à la normale

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	6	
1.1 PRESENTATION DU PROJET	6	
1.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS	6	
1.3 LA MISSION DU COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS	7	
1.4 REGLEMENTS	11	
1.5 RENSEIGNEMENTS GENERAUX	12	
1.6 SUJETIONS LIEES AU SITE	13	
1.7 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	14	
2. ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	15	
2.1 CALENDRIER D'EXECUTION DES TRAVAUX	15	
2.2 DEFAILLANCE DES ENTREPRISES	15	
2.3 LOCAUX COMMUNS	15	
2.4 LOCAUX PRIVATIFS	15	
2.5 ECLAIRAGE DE CHANTIER	16	
2.6 CLOTURE DE CHANTIER, VRD	16	
2.7 CONTROLE DES ACCES	17	
2.8 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE	17	
2.9 ECHAFAUDAGES	17	
2.10 SUJETIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	18	
2.10.1 NATURE DU SOL :	18	
2.10.2 DEMOLITIONS	18	
2.10.3 REPRISES EN SOUS-ŒUVRE	18	
2.10.4 GROS ŒUVRE	18	
2.10.5 CHARPENTE	18	
2.10.6 COUVERTURE	18	
2.10.7 ELECTRICITE	19	
2.10.8 CLOISONS DOUBLAGES	19	
2.10.9 MENUISERIES EXTERIEURES	19	
2.10.10 PLOMBERIE VMC	19	
2.10.11 REVETEMENTS DE SOLS	19	
2.10.12 ASCENSEURS	19	
2.10.13 RAVALEMENT	19	
2.10.14 SERRURERIE	19	
2.10.15 VRD ESPACE VERT	19	
3. LES MESURES DE COORDINATION GENERALES	20	
3.1 LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENTS	20	
3.2 APPAREIL DE LEVAGE	20	
3.2 LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIEL	20	
3.3 MANUTENTION MANUELLES	21	
3.4 SUBSTANCES DANGEREUSES	21	
3.5 NETTOYAGE, STOCKAGE ET EVACUATION DES DECHETS	22	
3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES	22	
3.7 PROTECTIONS INDIVIDUELLES	23	
3.8 PROTECTIONS CONTRE LE BRUIT	24	
3.9 INSTALLATIONS ELECTRIQUES GENERALES	24	

3.10 INTERACTIONS SUR LE SITE	24
<u>4. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DU CHANTIER</u>	<u>25</u>
<u>5. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN EN BON ORDRE DU CHANTIER</u>	<u>26</u>
5.1 VRD	26
5.2 PLAN D'INSTALLATION	26
5.3 LOCAUX DESTINES AU PERSONNEL.	26
<u>6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS</u>	<u>27</u>
6.1 ORGANISATION DES SECOURS	27
6.2 CONSIGNES DE PREMIERS SECOURS CONDUITE A TENIR EN PRESENCE D'UN ACCIDENTE	27
6.3 MATERIEL MEDICAL COMMUN	28
<u>7. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS</u>	<u>28</u>
7.1 TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	28
7.2 COMITE INTERENTREPRISES DE SECURITE DE SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL (CISSCT)	28

1. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

1.1 PRESENTATION DU PROJET

Situation géographique : site Urbain à Paris 13^{ème}.
 Adresse : Immeuble Bibliothèque Nationale de France
 Quai François Mauriac 75013 PARIS
 Dénomination de l'Opération :
 Nature de l'Opération : INSTALLATION D'UN GRIL TECHNIQUE POUR LES SALLES
 D'EXPOSITIONS
 Locaux existants
 Destination :
 ICPE : sans objet
 Description sommaire des ouvrages : Aménagement, VMC + éclairage
 Mode de consultation : Marché public.
 Mode de passation des Marchés : Publique.
 Mode de réalisation : Entreprise Générale

1.2 PRESENTATION DES INTERVENANTS

INTERVENANTS	SOCIETE	ADRESSE	TEL/FAX	RESPONSABLE
Maître d'Ouvrage	Bibliothèque nationale de France	Quai F. MAURIAC 75706 Paris cedex 13	01 53 79 84 28	
Maître d'Ouvrage Délégué	DEP MOYENS TECHNIQUES - Service projets et travaux	Quai François Mauriac 75013 Paris	01 53 79 45 33	Mme PAINVIN
Maître d'œuvre	SCPA FOURNIER BATHELLIER architectes d p l g	10 rue DUFFAUT 92140 CLAMART	01 40 95 78 00 06 07 69 56 88	Véronique FOURNIER
Géomètre				
Coordonnateur Conception & Réalisation	E.S.P.B	57 avenue des Châtaigniers 93160 Noisy le Grand	06 72 76 74 54	F. Bougnoux
HSE	BnF	Quai F. MAURIAC 75706 Paris cedex 13	01 53 79 50 18	
Sécurité Site	BSPP	Quai F. MAURIAC 75706 Paris cedex 13	4000 4003	
Bureau de Contrôle	BTP Consultants			

Article R4211-3

- Le maître d'ouvrage élabore et transmet aux utilisateurs, au moment de la prise de possession des locaux et au plus tard dans le mois qui suit, un dossier de maintenance des lieux de travail.

Ce dossier comporte notamment, outre les notices et dossiers techniques prévus aux articles

R. 4212-7, R. 4213-4 et R. 4215-3, les dispositions prises :

1° Pour le nettoyage des surfaces vitrées en élévation et en toiture en application de l'article

R. 4214-2 ;

2° Pour l'accès en couverture, notamment :

a) Les moyens d'arrimage pour les interventions de courte durée ;

b) Les possibilités de mise en place rapide de garde-corps ou de filets de protection pour les interventions plus importantes ;

c) Les chemins de circulation permanents pour les interventions fréquentes ;

3° Pour faciliter l'entretien des façades, notamment les moyens d'arrimage et de stabilité d'échafaudage ou de nacelle ;

4° Pour faciliter les travaux d'entretien intérieur, notamment pour :

a) Le ravalement des halls de grande hauteur ;

b) Les accès aux machineries d'ascenseurs ;

c) Les accès aux canalisations en galerie technique, ou en vide sanitaire.

1.3 La Mission du Coordination Sécurité et Protection de la Santé des Travailleurs

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION -

Extrait de la loi n° 93.1418 du 31 décembre 1993

« Principes généraux de prévention »

Art. L4531-1 - Afin d'assurer la sécurité et de protéger la santé de toutes les personnes qui interviennent sur un chantier de bâtiment ou de génie civil, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur mentionné à l'article L.4532-4 doivent, tant au cours de la phase conception, d'étude et d'élaboration du projet que pendant la réalisation de l'ouvrage, mettre en œuvre les principes généraux de prévention énoncés aux 1° à 3°, 5° à 8° de l'Article L4121-2.

« Ces principes sont pris en compte notamment lors des choix architecturaux et techniques ainsi que dans l'organisation des opérations, de chantier, en vue de permettre la planification de l'exécution des différents travaux ou phases de travail qui se déroulent simultanément ou successivement, de prévoir la durée de ces phases et de faciliter les interventions ultérieures sur l'ouvrage. »

Extrait de l'article 4121-2 loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991 :

- a) ÉVITER LES RISQUES ;
- b) ÉVALUER LES RISQUES QUI NE PEUVENT ÊTRE ÉVITÉS ;
- c) COMBATTRE LES RISQUES A LA SOURCE ;
- d) ADAPTER LE TRAVAIL A L'HOMME, EN PARTICULIER EN CE QUI CONCERNE LA CONCEPTION DES POSTES DE TRAVAIL AINSI QUE LE CHOIX DES ÉQUIPEMENTS DE TRAVAIL ET DES MÉTHODES DE TRAVAIL ET DE PRODUCTION, EN VUE, NOTAMMENT DE LIMITER LE TRAVAIL MONOTONE ET LE TRAVAIL CADENCE ET DE RÉDUIRE LES EFFETS DE CEUX-CI SUR LA SANTÉ ;
- e) TENIR COMPTE DE L'ÉTAT D'ÉVOLUTION DE LA TECHNIQUE ;
- f) REMPLACER CE QUI EST DANGEREUX PAR CE QUI N'EST PAS DANGEREUX OU PAR CE QUI EST MOINS DANGEREUX ;
- g) PLANIFIER LA PRÉVENTION EN Y INTÉGRANT, DANS UN ENSEMBLE COHÉRENT, LA TECHNIQUE, L'ORGANISATION DU TRAVAIL, LES CONDITIONS DE TRAVAIL, LES RELATIONS SOCIALES ET L'INFLUENCE DES FACTEURS AMBIANTS ;
- h) PRENDRE DES MESURES DE PROTECTION COLLECTIVE EN LEUR DONNANT LA PRIORITÉ SUR LES MESURES DE PROTECTION INDIVIDUELLE ;
- i) DONNER DES INSTRUCTIONS APPROPRIÉES AUX TRAVAILLEURS.

Le coordonnateur en phase conception : Article R4532-12 décret 941159 du 26/12/94

- Le coordonnateur, au cours de la conception, de l'étude et de l'élaboration du projet de l'ouvrage :

- 1° Elabore le plan général de coordination lorsqu'il est requis ;
- 2° Constitue le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage ;
- 3° Ouvre un registre-journal de la coordination dès la signature du contrat ou de l'avenant spécifique ;
- 4° Définit les sujétions relatives à la mise en place et à l'utilisation des protections collectives, des appareils de levage, des accès provisoires et des installations générales, notamment les installations électriques. Il mentionne dans les pièces écrites leur répartition entre les différents corps d'état ou de métier qui interviendront sur le chantier ;
- 5° Assure le passage des consignes et la transmission des documents mentionnés aux 1° à 4° au coordonnateur de la phase de réalisation de l'ouvrage lorsque celui-ci est différent.

☐ Veille à l'application des principes généraux de prévention

☐ Elabore le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de Protection de la santé. Conformément à l'article R4532-42 du code du travail, chaque entreprise aura l'obligation de fournir un exemplaire du présent P.G.C à toutes les entreprises avec lesquelles aura été conclu un contrat de sous-traitance/cotraitance validé dans les conditions requises au marché.

☐ Constitue le Dossier d'Intervention Ulérieur

☐ Ouvre et complète le Registre Journal de Coordination

☐ Emet un avis sur chaque phase de conception (APS, APD, DCE) du point de vue de la sécurité et la protection de la santé des travailleurs et les consigne dans le Registre Journal

Le coordonnateur en phase réalisation : Article R4532-13 décret 941159 du 26/12/94

- Le coordonnateur, au cours de la réalisation de l'ouvrage :

- 1° Organise entre les entreprises, y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier, la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé. A cet effet, il procède avec chaque entreprise, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune au cours de laquelle sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter, les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de santé prises pour l'ensemble de l'opération. Cette inspection commune est réalisée avant remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé lorsque l'entreprise est soumise à l'obligation de le rédiger ;
- 2° Veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent ;

- 3° Tient à jour et adapte le plan général de coordination et veille à son application ;
4° Complète en tant que de besoin le dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage.

- ☐ Veille à l'application des principes généraux de prévention
- ☐ Tient à jour le PGC et veille à son application
- ☐ Complète le Dossier d'Intervention Ulérieur
- ☐ Tient à jour et complète le registre Journal
- ☐ Reçoit et harmonise les Plans Particuliers de Sécurité établis par les entreprises et les intègre au PGC
- ☐ Préside le Collège Interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail si nécessaire

Le Registre Journal : Ouvert par le Coordonnateur dès la phase conception qui y consigne ses remarques, ainsi que les mesures prises par le Maître d'œuvre pour l'amélioration de la sécurité. Le coordonnateur Conception assure la passation des consignes de sécurité au Coordonnateur Réalisation (lorsque celui-ci est différent) par le Registre Journal. Le Coordonnateur Réalisation notifie sur le Registre les inspections communes avec les entreprises préalables à leur intervention.

De plus, le coordonnateur consigne les observations ou notifications qu'il peut juger nécessaires de faire aux intervenants. Après visa de l'entreprise, et réponse éventuelle, le Coordonnateur reste seul juge des mesures complémentaires qu'il conviendra d'appliquer.

Dès qu'il en a connaissance, le Coordonnateur consigne pour chaque intervenant les noms et adresse des entrepreneurs, la date d'intervention de chacun ainsi que l'effectif et la durée des travaux.

Ce registre Journal est à disposition de l'Inspecteur du travail et est conservé par le Coordonnateur 5 ans après la date de réception du chantier.

L'Inspection commune : Avant toute intervention et remise du plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, le Coordonnateur effectue en présence de l'entreprise une inspection commune au cours de laquelle il communique à celle-ci les mesures particulières de Sécurité prises sur ce chantier. **Toute intervention sur le site d'une entreprise n'ayant pas réalisée l'inspection commune avec le coordonnateur, est strictement interdite.**

Le maître d'œuvre devra transmettre au coordonnateur suffisamment tôt, les noms des entreprises amenées à intervenir sur le chantier

Article R4532-14

- Le coordonnateur tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier et à cet effet, notamment :

1° Procède avec le chef de l'établissement en activité, préalablement au commencement des travaux, à une inspection commune visant à :

- a) Délimiter le chantier ;
- b) Matérialiser les zones du secteur dans lequel se situe le chantier qui peuvent présenter des dangers spécifiques pour les travailleurs des entreprises appelées à intervenir ;
- c) Préciser les voies de circulation que pourront emprunter les travailleurs ainsi que les véhicules et engins de toute nature des entreprises concourant à la réalisation des travaux, ainsi qu'à définir, pour les chantiers non clos et non indépendants, les installations sanitaires, les vestiaires et les locaux de restauration auxquels auront accès leurs travailleurs ;

2° Communique aux entreprises appelées à intervenir sur le chantier les consignes de sécurité arrêtées avec le chef d'établissement et, en particulier, celles qu'elles devront donner à leurs travailleurs, ainsi que, s'agissant des chantiers non clos et non indépendants, l'organisation prévue pour assurer les premiers secours en cas d'urgence et la description du dispositif mis en place à cet effet dans l'établissement.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé : L'entrepreneur doit remettre au Maître de l'ouvrage, au Maître d'œuvre, au Coordonnateur de sécurité un PPSP. Cette disposition s'applique aussi aux entreprises sous-traitantes.

Le PPSP comporte obligatoirement :

L'entrepreneur peut se reporter au guide pratique « Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé » édité par l'O.P.P.B.T.P pour l'établir.

Le P. P. SPS doit comporter au moins quatre parties et des annexes.

1^{ère} partie : renseignements généraux.

Renseignements concernant l'opération :

- Nom et adresse du chantier,
- Description sommaire de l'opération,
- Noms et adresses du maître d'ouvrage, du ou des maîtres d'œuvre, du coordonnateur SPS. et des Organismes Officiels de Prévention (l'inspection du travail, C.R.A.M., O.P.P.B.T.P.),
- Durée globale de l'opération.
-

Renseignements concernant l'entreprise :

- Raison sociale et coordonnée (adresse, n° de téléphone de télécopie) de la Société,
- Noms des responsables des travaux (siège et sur le chantier),
- Nom du secrétaire du C.H.S.C.T. (ou à défaut, du représentant des Délégués du Personnel),
- Nom et coordonnées du Médecin du Travail,
- Noms des représentants de l'entreprise au C. I. S. S. C. T. du chantier,
- Nom et fonction de la personne ayant délégation de pouvoirs pour prendre, à tout moment, toute les dispositions utiles et nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé des personnels de chantier et éventuellement des tiers.

Renseignements concernant les travaux confiés à l'entreprise :

- Numéro et désignation du lot de travaux,
- Phasage et description sommaire des travaux,
- Lieux d'intervention (bâtiments, niveaux, etc..) avec indication des hauteurs de travail,
- Dates et durée des travaux,
- Courbe des effectifs employés sur le chantier,
- Horaires de travail.

2^{ème} partie : dispositions en matière de secours et d'évacuation.

Consignes de premiers secours : conduite à tenir en présence d'un blessé et d'un malade.

Liste des secouristes formés et recyclés avec indication des dates des formations et des recyclages.

Enumération du matériel médical existant sur le chantier :

- Localisation de l'infirmerie,
- Liste des matériels communs (nacelles, brancards, etc..),
- Localisation et contenu de la boîte de premiers secours.

Mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport vers un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves : consignes pour l'appel des secours extérieurs.

Dispositions prévues pour l'évacuation en cas d'incendie, d'inondation, d'éboulement, etc... (formation du personnel, affichage, exercices périodiques, etc...)

3^{ème} partie : hygiène des conditions de travail et des locaux destinés au personnel.

Hygiène des conditions de travail et protection de la Santé des personnels :

- Nature des produits dangereux utilisés dans le chantier (les fiches de données de sécurité de ces produits seront annexées au P. P. SPS).
- Enumération des mesures de prévention prévues pour protéger la santé du personnel contre les risques apportés par ces produits

Hygiène des locaux destinés au personnel :

- Mention des installations prévues (vestiaires, réfectoires et sanitaires),
- Enumération des moyens de lutte contre l'incendie, disponibles dans la zone de cantonnement.

4^{ème} partie : dispositions de sécurité et de protection de la santé.

Mesures spécifiques prises par l'entrepreneur destinées à prévenir les risques découlant :

- De l'exécution par d'autres entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'entreprise (ou du travailleur indépendant),
- Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses.

Description des travaux et des processus de travail de l'entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé *des autres intervenants* sur le chantier.

Dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir *les salariés de l'entreprise* lors de l'exécution de ses propres travaux.

- **Analyse détaillée :**
 - Des procédés de construction,
 - Des modes opératoires.
- **Enumération :**
 - Des moyens d'approvisionnement (verticaux et horizontaux) prévus pour éviter le recours à la manutention manuelle des charges par les travailleurs,
 - Des dispositions prises pour nettoyer les zones de travail et évacuer les gravats,
 - Des matériels de production,
 - Des installations de chantier (stockage, magasin, atelier, etc..),
 - Des dispositifs particuliers prévus pour la réalisation de l'opération.
- **Définition des risques prévisibles liés :**
 - Aux modes opératoires,
 - Aux matériaux, dispositifs et installations mis en œuvre,
 - Aux substances ou préparations utilisées,
 - Aux déplacements du personnel,
 - A l'organisation de chantier.
- **Indication des mesures de protection collectives ou, à défaut, individuelles** adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent.
- **Enoncé des mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective** lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

Annexes :

Des plans indiquant la localisation du chantier, les accès pour le personnel et les livraisons, l'emplacement des installations de chantier, des cantonnements, etc...

La copie de l'affiche relative aux consignes pour l'appel des secours extérieurs.

Des schémas et croquis détaillés représentant des phases de travail ou des opérations particulières, avec indication des matériels utilisés et des dispositifs de protection ; si ces croquis ne sont pas à l'échelle, ils devront être cotés.

Les fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés.

Les notices ou descriptifs sommaires des matériels mis en œuvre (machines, engins, nacelles, plates-formes élévatrices, échafaudages, etc.)

Un tableau récapitulatif indiquant, pour chaque matériel, les dates des vérifications réalisées par les organismes agréés.

■ Additifs au Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé -

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son P. P. SPS, les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mise en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du coordonnateur SPS ainsi qu'aux autres destinataires du P. P. SPS. (Organismes de prévention, utilisateurs, etc.).

■ Modalités de transmission du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé -

L'Entrepreneur dispose de trente (30) jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître d'Ouvrage pour établir et remettre son P. P. SPS au coordonnateur SPS.

D'un autre côté, chaque entreprise devra fournir son P. P. SPS au coordonnateur SPS avant le début des travaux. De plus, en fonction de la consistance du P. P. SPS le coordonnateur SPS pourra le refuser en justifiant toutefois, par écrit, sa décision. L'entrepreneur concerné sera alors tenu de modifier et de compléter son P. P. SPS, en tenant compte des demandes du coordonnateur SPS.

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (ou, à défaut, les Délégués du Personnel) de l'entreprise.

L'entrepreneur chargé du gros œuvre ou du lot principal, ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L. 335-6. Du Code du Travail, adressent aux organismes officiels de prévention (inspecteur du travail, C. R. A. M. O. P. P. B. T. P.), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du P. P. SPS auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés. Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il est saisi.

E.S.P.B - 57 avenue des Châtaigniers – 93160 Noisy le Grand

Tel : 06 72 76 74 54 Fax : 01 56 31 40 25

RCS BOBIGNY N° 480 616 754

Un exemplaire *à jour* du Plan Particulier de Sécurité et de Prévention de la Santé est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et des Conditions de Travail ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de la sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent du comité de l'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics.

L'entrepreneur le tient constamment à la disposition de l'inspection du travail.

Il devra être conservé par l'entrepreneur pendant cinq (5) ans à compter de la réception de l'ouvrage.

1.4 Règlements

Les Entreprises feront et enverront copie, au Maître d'Ouvrage et au Coordonnateur S.P.S, de tous courriers reçus des services de Prévention des Organismes Sociaux ou Professionnels ainsi que de l'Inspection du Travail afférant au bon déroulement et à la bonne Coordination du chantier.

Les entreprises sont réputées intervenir en toute connaissance des lois, décrets et dispositions existantes. Notamment, et sans que la liste soit exhaustive, elles veilleront à l'application des textes suivants :

Décret no 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour des travaux temporaires en hauteur et modifiant le code du travail

(Deuxième partie : Décrets en Conseil d'Etat) et le décret no 65-48 du 8 janvier 1965

Décret du 20 Mars 1979 : formation à la sécurité.

Décret du 3 septembre 1992 : Manutention manuelle.

Loi du 31 décembre 1993 N° 14-18 : Chantiers mobiles et temporaires.

Décret du 26 décembre 1994 N° 99-1159 : Intégration de la sécurité et organisation de la coordination en matière de Sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment et de génie civil.

Loi du 31 décembre 1991 N° 91-1414 : Equipements de travail, moyens de protection.

Décrets 92-765, 92-766, 92-767, 92-768, 93-40, 93-41, circulaire DRT du 18 mars 1993 N°93-13, dispositions générales, recommandations CRAM, décret du 08 janvier 1965, décret du 14 novembre 1988.

Décret n° 88-120 du 1^{er} février 1988, Loi 98-657 du 29 juillet 1998, Décret N° 99-483 du 9 juin 1999 et Arrêté du 12 juillet 1999, confirme l'interdiction de la céruse et définit les mesures pour la protection des travailleurs contre les risques liés à une exposition au **plomb**.

Décret du 7 février 1996 N° 96-98, protection des travailleurs contre l'**amiante** et règles techniques des chantiers de désamiantage, modifié par Décret N° 96-1132 du 24 décembre 1996 et Décret N° 97-855 du 12 septembre 1997 abrogés par le Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 du Code du Travail. Le Plan de Retrait établi devra tenir compte des nouvelles dispositions réglementaires. (Le décret n° 2012-639 du 4 mai 2012 modifié par décret du 5 juillet 2013, Instruction DGT 2001/10 du 23/11/2011, Arrêté du 8 avril 2013 relatif à l'amiante).

Le décret n° 2006-761 du 30 Juin 2006 apporte les modifications suivantes aux articles du code du Travail relatifs à la mission du CSPS :

- **pour le Maître d'Ouvrage (R4532-6)** : "Le maître d'ouvrage DEVRA ÊTRE EN POSSESSION des dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique et de communiquer ces documents au maître d'œuvre et au coordonnateur".

- **pour le CSPS / établissement du PGC (R4532-46 et R4532-53)** : "Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique sont joints au plan général de coordination".

Les travaux exposant à la poussière de silice cristalline alvéolaire issue de procédés de travail figurant sur la liste des procédés cancérogènes (arrêté du 26 octobre 2020), des mesures de prévention particulières sont applicables aux travailleurs exposés aux poussières alvéolaires de silice cristalline (articles R. 4412-59 à R. 4412-93 du Code du travail relatifs aux dispositions particulières aux agents chimiques dangereux cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction).

Ces règles s'appliquent également dans les mines et carrières. Pour tenir compte des spécificités de ce secteur d'activité, des mesures complémentaires visant la protection des travailleurs exposés aux poussières alvéolaires, en particulier de silice cristalline, ont en outre été définies (décret n° 2013-797 du 30 août 2013 modifié et arrêté du 4 novembre 2013).

Des valeurs limites d'exposition professionnelle réglementaires contraignantes sont fixées dans le Code du travail (article R. 4412-149) :

- pour le quartz à 0,1 mg/m³ ;
- pour la cristobalite et la tridymite à 0,05 mg/m³.

Le Code du travail fixe également une valeur limite d'exposition professionnelle pour les mélanges de poussières de silice et d'autres natures (articles R. 4412-154 et R. 4412-155).

Le contrôle du respect de ces valeurs limites réglementaires est réalisé par un organisme accrédité.

1.5 Renseignements généraux

Les entreprises se référeront aux documents suivants joints au présent Dossier de Consultation des Entreprises, à savoir :

□ DCE, PLANNING

RAPPEL :

En application des articles L.324-9 à L.324-15 du Code du Travail, le travail clandestin est interdit ainsi que le prêt de main d'œuvre.

L'article L324-14 du code du travail qui prévoit que le Maître d'Ouvrage a pour responsabilité de s'assurer, lors de la conclusion d'un contrat portant sur une somme supérieure ou égale à 3000€, que son fournisseur est en règle

Le fournisseur doit fournir 5 documents pour être en règle :

- un extrait du K-bis
- une attestation fiscale
- une déclaration sociale (document URSSAF)
- une liste des salariés étrangers (hors UE)
- une attestation de l'emploi régulier des salariés

De plus la loi du 13 Août 2004 impose une vérification des documents tous les 6 mois.

1.6 Sujétions liées au site

Présence de Sous-sols : Sans objet

Aériens : **Accès rue intérieure limitée à 3.50m.**

Accès : une attention particulière est demandée aux entreprises quant au nettoyage des voies d'accès à l'opération ainsi qu'à leur encombrement. Toute mesure jugée nécessaire par l'équipe de Maîtrise d'œuvre concernant ces voies est immédiatement exécutée par l'entreprise désignée, et à défaut fait l'objet d'une commande directe à un intervenant extérieur avec réintégration dans les situations de l'entreprise.

Les livraisons devront s'effectuer sur les aires prévues à cet effet, soit les aires de livraison en rue intérieure. Prévoir un Homme-Trafic lors des livraisons de matériaux et durant les manœuvres aux abords et dans l'immeuble, principalement dans les zones occupées, dito pour l'évacuation des matériels.

Il faudra aussi protéger le chantier de toutes intrusions des nouveaux arrivants ; Passage obligatoire par le PC Sécurité

Le balisage et des barrières de protection fixes ou amovibles sont obligatoires au droit des bennes à gravois. Aucun véhicule du chantier n'est autorisé à stationner en dehors des zones réservées. La circulation des voies publiques ne saurait être perturbée par les livraisons ou enlèvements de matériaux et de matériels destinés au chantier.

Toute zone de stockage réalisée dans l'environnement extérieur du chantier est INTERDITE.

Affichage obligatoire des panneaux réglementaires. « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC ET PORT DU CASQUE OBLIGATOIRE ».

Travaux en milieu occupé : **Il faudra veiller à maintenir en état de propreté constante ; les accès ascenseurs, le hall d'accueil, les paliers d'étage, l'escalier et les issues de secours. Les sols pourront être protégés à l'aide de matériaux légers, pose d'une cloison de « chantier », voir PIC.**

Les issues de secours seront libres de tout obstacle en permanence.

Il pourra être envisagé le marquage au sol des zones de stockages et/ou des circulations pour les travaux.

Si du personnel de l'Entreprise ou celui de sous-traitants doit intervenir au droit des installations électriques, et particulièrement sur des installations haute et moyenne tension, vous devez vous assurer que ces derniers possèdent une habilitation.

Le tableau ci-dessous récapitule les habilitations requises en fonction de la fonction de l'intervenant et de la nature des travaux à effectuer :

	Travaux hors tension sans voisinage		Travaux hors tension avec voisinage		Travaux sous tension		Interventions
	BT	HT	BT	HT	BT	HT	BT
Non-électricien	B0	H0	B0V	H0V			
Exécutant électricien	B1	H1	B1V	H1V	B1T	H1T	BR
Chargé d'intervention							BR
Chargé de travaux	B2	H2	B2V	H2V	B2T	H2T	
Chargé de consignation	BC	HC		HCV			BC
Agent de nettoyage sous tension					B1N B2N	H1N H2N	

Permis de feu : Déclaration Points Chauds PC Sécurité. **Permis feu journalier délivré par SPSI/BSPP BnF.**

Localisation et mesures de protection ; extincteur, protections, etc.

Arrêt du poste de travail 1 heure avant l'heure de débauchage et contrôle visuel avant départ du site. Stockage des bouteilles en zone protégée suivant volume et accord impératif des services SPSI & HSE.

PC Sécurité : 4000 ou 4003

Responsable BSPP :

1.7 Renseignements administratifs

D.D.E	21 rue Mollies	75015 PARIS	01 40 61 80 80
Erdff-Grdf	74 avenue d'Italie	75013 PARIS	810 433 375 810 333 913
Centre Anti Poison	200 rue du Fbg St Denis	75010 PARIS	01 40 05 48 48
France Télécom	agence Jeanne d'Arc	26 place Jeanne d'Arc 75013 PARIS	0 800 101 475
Services des Eaux	PARISIENNE DES EAUX	177 rue du Château des rentiers 75013 PARIS	01 40 44 10 00
Police			17
S.A.M.U.			15
Pompiers			18
Hôpital PITIE-SALPETRIERE	47 Bd Hôpital	75013 Paris	01 44 12 34 58
O.P.P.B.T.P.	25, avenue du Général Leclerc	92660 Boulogne-Billancourt	01 46 09 27 00 08 25 03 50 50 01 46 09 27 40
Médecine du Travail	ACMS	9 Rue Baudoin, 75013 Paris	01 44 06 00 55
Inspection du Travail	DRIETS Ile de France Section 6 – UC 13	42/52 rue Albert 75013 PARIS	01 40 45 36 46 Barbara CHEVREAU
C.R.A.M	17,19 Place Largonne	75019 PARIS	01 40 05 38 16
MAIRIE	1 Place d'Italie	PARIS 75014	01 44 08 13 13
D.R.I.R.E.	10 Rue Crillon	75004 PARIS	01 43 19 28 86
Préfecture Urbanisme	6 Promenade Claude Lévi-Strauss	75013 Paris	01 49 28 40 00

Nota : Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes demandes d'autorisation nécessaire avant le démarrage de ses travaux (DICT, Arrêtés, Autorisation etc...).

2. ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER

2.1 Calendrier d'exécution des travaux

Un calendrier général d'exécution des travaux prévisionnel a été joint au DCE pour information.

Les entreprises informeront la Maîtrise d'œuvre des changements pouvant affecter son déroulement et prévoiront toutes les réunions de coordination nécessaires à la réalisation de l'ouvrage, en incorporant dès la phase de préparation les sujétions liées à la sécurité des travailleurs.

2.2 Défaillance des entreprises

Le simple constat par l'un des membres de l'équipe de Maîtrise d'œuvre d'un manquement quelconque d'une des entreprises au respect des règles sécuritaires en vigueur est notifié suivant son importance, par oral, par mention dans le Registre Journal ou par lettre. L'entreprise doit alors, après avoir arrêté le poste de travail concerné, prendre toutes les mesures nécessaires au retour à des conditions normales d'exécution, et ce dans les délais fixés par le Coordonnateur. Faute de quoi, celui-ci en concertation avec le Maître d'Oeuvre, fait exécuter par une entreprise qu'il désigne tous les travaux jugés nécessaires, sans qu'aucune contestation ne soit possible, aux frais risques et périls de l'entreprise défaillante. Nous attirons l'attention de l'entreprise sur les peines et amendes encourues pour manquement de ses obligations sécuritaires vis à vis de ses employés.

2.3 Locaux communs

Le Maître d'Ouvrage et l'Entreprise Principale mettent à disposition des autres intervenants des locaux communs conforme à la réglementation du Code du Travail. Ceux-ci sont installés lors de la période de préparation prévue au planning et maintenus pendant toute la durée du chantier. Ces locaux seront adaptés aux effectifs tous corps d'états, et il est tenu à disposition des visiteurs des équipements de protection complets. La maintenance et les consommations seront portées au compte prorata.

2.4 Locaux privatifs

Il y a à disposition des autres intervenants des locaux privatifs conforme à la réglementation du Code du Travail. Ceux-ci sont installés lors de la période de préparation prévue au planning et maintenus pendant toute la durée du chantier. Ces locaux seront adaptés aux effectifs tous corps d'états.

Un plan général d'installation de chantier, prévoyant les éventuels phasages de travaux sera soumis à l'approbation du Maître d'œuvre et du coordonnateur pendant la phase de préparation.

2.5 Eclairage de Chantier

L'Entreprise installe dès la phase de préparation un réseau d'éclairage général du chantier **si cela semble nécessaire**. Celui-ci fera l'objet plus particulièrement d'un plan soumis au coordonnateur avant toute exécution. Les armoires et les réseaux de distribution de l'installation devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur, et notamment du décret n° 2010-1016 du 30 août 2010. (ministère du travail), la norme NFC 15 100 de mai 1991 et additif de décembre 1994, et norme UTE C 60 130 de novembre 1970.

L'éclairage provisoire du chantier et plus particulièrement des voies de circulation et des zones de stockage à l'aide de guirlandes alimentées en 24 volts.

Des coffrets de chantier seront installés en nombre suffisant.

Ils devront, notamment, comporter les protections et dispositifs suivant :

- * Protection contre les surintensités et court-circuit,
 - * Protection des travailleurs contre les masses mises accidentellement sous tension par un dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30 mA),
 - * Borne de terre pour le raccordement des appareils utilisés.
- La vérification de l'installation totale du chantier sera faite par un organisme de contrôle agréé et les rapports de vérification et registres de sécurité mis à disposition sur le chantier

2.6 Clôture de chantier

La zone chantier doit rester close et inaccessible aux personnes extérieures, toute dérogation devra faire l'objet d'une demande auprès de la Maîtrise d'œuvre et du Coordonnateur. Si une intervention doit être exécutée au droit d'une zone occupée par du Personnel ou du Public, cette dernière devra être isolée de toutes intrusions extérieures.

2.7 Contrôle des accès

Aucune personne étrangère au déroulement du chantier n'est autorisée en dehors des zones prévues à cet effet, mise en place de badges nominatifs des intervenants sur chantier. La circulation à l'intérieur du chantier n'est autorisée que sur les voies prévues à cet effet.

2.8 Protection contre l'incendie

Il est apporté un soin particulier par tous les intervenants aux mesures de sécurité et de lutte contre l'incendie. Chaque entreprise désigne son Agent de Sécurité, et se charge des mesures particulières de protection individuelle concernant ses ouvrages. L'entreprise Générale met en œuvre les mesures collectives de protection.

LES DIFFERENTS TYPES DE FEU ET MOYENS D'EXTINCTION

Classes	exemples de combustibles	agents	observations
A Feux de matériaux solides, généralement de nature organique, dont la combustion se fait normalement avec formation de braises	Bois, charbon, végétaux, papier, carton, textiles naturels	Eau avec ou sans additifs. Poudre polyvalente mousse	
B Feu de liquide ou de solide liquéfiables	Liquides inflammable tels qu'éthers, cétones, alcools	Poudre polyvalente gaz inerte (CO2...) halons, mousse	Si le liquide est répandu en nappe : utiliser le sable sec afin d'effectuer un barrage
B Feu de liquide ou de solide liquéfiables	Matières plastiques, caoutchouc		
C Feu de gaz	Gaz de ville, méthane, propane, butane, acétylène	Poudre et liquide spéciaux Sable sec	
D Feu de métaux	Aluminium, magnésium, sodium, potassium	Dito	

2.9 Echafaudages et Echelles

Rappel de principes généraux

- Le poste de travail doit permettre l'exécution des travaux dans des **conditions ergonomiques** R 4323-58 (cf. L 4121-1 ; adapter le travail à l'homme).
- « La priorité doit être donnée aux équipements permettant d'assurer la **protection collective des travailleurs** » R 4323-62.
- « **Continuité** » des dispositifs de protection collective R 4323-65
- Pas de travaux en hauteur « **lorsque les conditions météorologiques ou liées à l'environnement du poste de travail sont susceptibles de compromettre la sécurité et la santé des travailleurs** ». R 4323-68 (cf. Loi chômage intempéries L 731-2)
- Le principe **d'évaluation des risques** est rappelé notamment à propos du « risque faible » pour travail à l'échelle (R 4323-64). Mais, attention à l'auto évaluation au rabais par l'employeur.
- L'obligation de « **formation** » est réaffirmée notamment pour le montage...des échafaudages.

L'Entreprise va utiliser des échafaudages. Il est impératif de respecter les règles d'utilisation de ces matériels. En particulier la mise en œuvre des sécurités. Ces échafaudages devront être conformes à la norme NFP 93-301

Il est associé aux échelles (pour les dispositions) : les escabeaux et marchepieds (article R 4323-63). L'échelle « **ne doit pas être utilisée comme poste de travail**, sauf en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective, ou, lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée sans caractère répétitif » R 4323-63. La notion d'impossibilité « technique d'utiliser d'autres moyens que l'échelle offre une argumentation le plus souvent pertinente ; il reste les notions vagues de « **risque faible** », « **courte durée** ».

Certaines entreprises vont utiliser des échafaudages mobiles dits « roulants ». Il est impératif de respecter les règles d'utilisation de ces matériels. En particulier la mise en œuvre des sécurités. Ces échafaudages devront être conformes à la norme NFP 93-301

2.10 Sujétions particulières d'exécution

2.10.1 Nature du sol

☐ Sans objet

2.10.2 Démolitions et Percements

☐ Avant tous travaux, l'Entreprise et la Maîtrise d'Ouvrage ont effectué une Recherche d'Amiante avant Démolition ou Travaux. Article L 4531-1 & R 4412-18 du Code du Travail. Cette recherche ne fait pas apparaître de présence d'amiante sur site. L'entreprise apportera un soin à l'évacuation des matériels à l'avancement des travaux.

Veiller à la non circulation du personnel durant les travaux de démolition et de chargement des gravois. Prévoir une zone de chargement spécifique des gravois.

Normalement les charges resteront légères et transportables sur chariots. Prévoir une zone de chargement spécifique des gravois.

Avant l'exécution des travaux de démolition, l'entreprise chargée des travaux de démolition devra notamment :

- prendre connaissance des rapports de recherche d'amiante avant démolition et d'exposition au plomb.
- étudier la nature, la résistance et la stabilité des ouvrages à démolir ;
- réaliser le recensement des ouvrages voisins afin de déterminer l'influence de la démolition sur ces derniers et de prendre des mesures conservatoires s'il y a lieu ;
- effectuer le repérage de réseaux existants, intérieurs et extérieurs, afin de demander aux différents concessionnaires les mesures à prendre pour désactiver ou protéger ces ouvrages ;
- recenser les éléments à risques spécifiques et plus particulièrement en raison de leur toxicité, inflammabilité ou radioactivité.

2.10.3 Reprises en sous-œuvre

☐ SANS OBJET.

2.10.4 Gros œuvre

☐ SANS OBJET

2.10.5 Charpente

☐ SANS OBJET

2.10.6 Couverture / Etanchéité

☐ SANS OBJET

2.10.7 Electricité

☐ L'interaction entre les différents lots est à planifier.

En fonction des interventions que votre personnel va réaliser au droit des zones électriques, différents niveaux d'habilitation seront requis.

Une habilitation est composée d'un symbole qui indique :

- Le domaine de tension sur lequel la personne titulaire de l'habilitation peut intervenir (première lettre) : un H pour les tensions alternatives supérieures à 1000V (1500V en courant continu), un B pour les tensions inférieures ou égales à 1000V (1500V en courant continu).
- La fonction de cette personne (chiffre)
- La nature des opérations que cette personne est habilitée à effectuer (lettre)

Le tableau ci-dessous récapitule les habilitations requises en fonction de la fonction de l'intervenant et de la nature des travaux à effectuer

	Travaux hors tension sans voisinage		Travaux hors tension avec voisinage		Travaux sous tension		Interventions
	BT	HT	BT	HT	BT	HT	BT
Non-électricien	B0	H0	B0V	H0V			
Exécutant électricien	B1	H1	B1V	H1V	B1T	H1T	BR
Chargé d'intervention							BR
Chargé de travaux	B2	H2	B2V	H2V	B2T	H2T	
Chargé de consignation	BC	HC		HCV			BC
Agent de nettoyage sous tension					B1N B2N	H1N H2N	

À la suite de la formation de l'intervenant, un titre d'habilitation est délivré par l'employeur, qui précise le symbole d'habilitation ainsi que son champ d'application.

2.10.8 Doublages / cloisons / Faux plafonds / Enduits

☐ L'interaction entre les différents lots est à planifier.

Utiliser, pour les travaux en hauteur, des échafaudages ou plates-formes de travail adaptés et équipés de garde-corps, employer une machine avec asservissement, nettoyer à l'aide d'aspirateurs à chaque fin de poste..

2.10.9 Menuiseries intérieures / Extérieures

☐ L'interaction entre les différents lots est à planifier.

L'entreprise en charge des travaux de menuiseries intérieures devra équiper ses matériels d'un système d'aspiration à la source afin d'éviter l'inhalation des poussières de bois lors des travaux de découpe, rabotage et ponçage.

2.10.10 Plomberie Sanitaire / Chauffage / Vmc

☐ L'interaction entre les différents lots est à planifier.

L'entreprise chargée des travaux de plomberie devra notamment :

- assurer la prévention contre les risques d'incendie et d'intoxication ; l'entreprise annexera à son PPS-PS les fiches de données de sécurité des produits utilisés (colles, notamment),
- aérer et, si besoin, ventiler les zones d'utilisation des colles,
- mettre en place les bouteilles d'oxygène et d'acétylène sur des chariots,
- respecter toutes les mesures de sécurité contre l'incendie lors de l'exécution de travaux par points chauds.

2.10.11 Revêtement de sols souples / scellés / muraux / finition

☐ L'interaction entre les différents lots est à planifier.

☐ L'utilisation et le stockage des produits dangereux est à proscrire complètement

L'entreprise chargée des travaux de peinture devra notamment :

- assurer la prévention contre les risques d'incendie et d'intoxication ; l'entreprise annexera à son PPS-PS les fiches de données de sécurité des produits utilisés,
- utiliser des peintures en phase aqueuse dégageant moins de COV,
- interdire matériellement les zones de travaux de peinture.
- bien ventiler les locaux lors des phases d'application et de séchage des peintures
- Obligation de faire valider les produits chimiques par le SHSE BnF avant utilisation sur site

2.10.12 Ascenseurs

□ SANS OBJET

2.10.13 Ravalement / Isolation / Revêtement de façade

□ SANS OBJET

2.10.14 Serrurerie / Métallurgie

□ POSE CLOISONS : METHODOLOGIE

2.10.15 VRD / Espaces verts

□ SANS OBJET

3. LES MESURES DE COORDINATION GENERALES

3.1 Les voies ou zones de déplacements

Mise en œuvre d'un cheminement balisé pour l'accès des Compagnons et des matériaux.

3.2 Appareils de levage

Les appareils de levage devront avoir fait l'objet de vérifications réglementaires, les rapports des contrôleurs ainsi que les registres de sécurité devront être tenus à jour au moment de leur introduction sur le chantier.

Certains appareils de levage pourront être utilisés par plusieurs corps d'état ; il est toutefois rappelé que :

- lorsqu'une entreprise met un matériel à la disposition d'une autre entreprise, il doit être conforme et en bon état,
- la mise à disposition du matériel devra faire l'objet d'une convention écrite auprès des différentes entreprises utilisatrices.

Les appareils de levage ne devront pas être installés au-dessus d'un accès de bâtiment ; de plus, des clôtures ou barrières amovibles interdisant l'accès des autres corps d'état sous ces appareils devront être mises en place par les entreprises utilisatrices.

Les entreprises devront réaliser l'examen d'adéquation de leurs appareils de levage et de leurs supports ; cet examen consiste notamment :

- à vérifier que ces appareils sont appropriés aux opérations de levage à effectuer et qu'ils peuvent être utilisés en toute sécurité, à s'assurer qu'ils sont installés et peuvent être utilisés conformément aux notices d'instructions établies par leurs fabricants.

3.3 Les conditions de manutention des différents matériaux et matériel

Lors de l'établissement du plan général d'installation de chantier, il est étudié le circuit des manutentions depuis les zones de stockage jusqu'au poste de travail. Ce circuit rendu définitif doit être respecté par chaque entreprise intervenant sur le chantier. Les zones de stockage, respectant notamment les surcharges admissibles, sont définies dès la phase de préparation

3.4 Manutention manuelles

Limitation des manutentions manuelles :

En application du Décret N°95-958 du 3 septembre 1992, les entreprises devront prendre les mesures d'organisation appropriées et mettre les moyens adaptés (équipement mécaniques) de manière à éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les salariés.

NOTA : Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles et d'escabeau comme poste de travail est proscrit. L'entreprise concernée devra en conséquence, utiliser des plates-formes individuelles roulantes, des échafaudages ou tous autres matériels équipés de dispositifs de protection contre les risques de chute de hauteur et de chute d'objet.

3.5 Substances dangereuses

Les substances dangereuses sont stockées dans une aire spécifique garantissant le respect des règlements en vigueur sous la responsabilité des lots concernés. Les entreprises utilisatrices de produits dangereux et/ou inflammables non remplaçables en feront la déclaration préalable au coordonnateur SPS avec présentation de la fiche technique et validation impérative auprès du SHSE avant utilisation sur site. Le stockage sera réalisé de manière spécifique sur le site après accord du SHSE & SPSI. Ces produits seront identifiés aux moyens de logo adaptés.

3.6 Nettoyage, stockage et évacuation des déchets

Chaque Entreprise organise et est responsable du nettoyage du chantier.

Stockage des déchets et évacuation par bennes ou camions. Respect impératif du sens de circulation pour tous transports de matériels et matériaux. Le Coordonnateur se réserve le droit d'imposer une entreprise, désignée en concertation avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre responsable du nettoyage et des évacuations des gravois, aux frais et dépens des entreprises défaillantes.

En fin de chantier un nettoyage spécifique sera réalisé sur les sols.

TRI DES DÉCHETS

TRI	EXEMPLES	TRAITEMENTS	STOCKAGES
INERTES	Gravats, béton, terre, sable, parpaing, terre, pierre, ciment brique, tuile, céramique, faïence, ardoise, enrobé bitumineux et asphalte coulé,	remblais de route	centre de classe 3
D.I.B (BANALS)	Ferraille, vitrage, Verre, PVC fibrociment, plâtre + polystyrène expansé, béton cellulaire, Bois non traité, Emballage papier, carton, plastique, Métaux	Tri - valorisation : matières de base énergie (combustion)	centre de classe 2
D.I.S (SPÉCIAUX)	Solvants, peinture, emballages souillés (pots de peinture, tubes de colle), bitumes, déchets amiantes , tubes fluorescents ...	traitement physico-chimique incinération	centre de classe 1
EMBALLAGES	Palettes, bois, plastique, carton, papier,	Valorisation obligatoire	

3.7 Protections collectives

L'Entreprise Principale organise et est responsable des protections collectives du chantier. (Sauf intervention couverture). Ces protections doivent être mises en place par l'entreprise qui génère le risque de chute (de personne ou d'objet). Néanmoins, tout corps d'état dont l'intervention nécessite l'enlèvement provisoire des protections mises en place, doit prévoir un équipement de remplacement assurant la même garantie et lui permettant de réaliser ses travaux.

Pour toutes les interventions au droit des postes de circulation ou de travail en hauteur (terrasse, planchers, baies, trémies etc.) des protections collectives, intégrées ou rapportées devront être mises en place. Ces dernières seront maintenues jusqu'à la pose des protections définitives ou jusqu'à la suppression du risque de chutes.

En cas de dysfonctionnement, notamment avec les sous-traitants, ou de non-conformité dans leur mise en place, le Coordonnateur se réserve le droit d'imposer une entreprise, désignée en concertation avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre, responsable des protections collectives aux frais et dépens des entreprises défaillantes.

3.8 Protections individuelles

Chaque travailleur doit disposer ; d'un casque conforme à la norme NF S.72 202, d'une paire de chaussure comportant une coquille et semelles de sécurité, d'une paire de gants épais et éventuellement d'une paire de lunettes de protection pour certains travaux utilisant des produits dangereux ou générant des projections.

Port des ÉPI en fonction des postes de travail ou des tâches					
Postes de travail /Tâches		Soudage		Peinture	
		Brasage	Soudage à l'arc	Sablage	Pulvérisation
ÉPI	Risques spécifiques	Rayonnement Métal en fusion	Rayonnement Métal en fusion Particules en mouvement	Particules en mouvement	Vapeurs nocives
	Lunettes	Lunettes à coque modèle 10032	Lunettes de sécurité avec écrans latéraux sous le masque	Lunettes monocoque modèle 10033	
Visière/ masque de soudeur			Masque serre-tête modèle P-20AC-3R		
Gants		Gants de cuir à manchettes modèle G08020			
Protecteur auditif		Bouchons ou coquilles	Bouchons	Bouchons	
Protection respiratoire				Masques à poussières modèle 8210	Demi-masques avec cartouches contre les vapeurs organiques modèle 8020
Chaussures de sécurité		Bottes de sécurité avec métatarse modèle 7149 (Haute)		Bottes de sécurité modèle 4003	
Autres		Tablier aluminisé modèle 2709			
Il faut évaluer le risque à différents moments de l'activité de travail afin de bien identifier l'ÉPI nécessaire, par exemple, le peintre a besoin d'un ÉPI différent selon qu'il est à l'étape du sablage ou de la pulvérisation.					

3.9 Protections contre le Bruit

Conformément à la réglementation en vigueur, chaque entreprise est tenue de réduire le bruit au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Chaque entreprise devra donc retenir des procédés d'exécution, des modes opératoires et des matériels limitant les bruits. En cas d'impossibilité, elle devra prévoir d'autres solutions d'insonorisation :

- réduction du bruit à la source,
- encoffrement de la source,
- mise en place de suspensions anti-vibratiles,
- éloignement des matériels bruyants.

Par ailleurs, le personnel d'exécution exposé aux bruits devra porter des protections individuelles (bouchons d'oreilles ou casque anti-bruit).

Article R1334-33

Créé par [Décret n°2006-1099 du 31 août 2006 - art. 1 JORF 1er septembre 2006](#)

L'émergence globale dans un lieu donné est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant, comportant le bruit particulier en cause, et le niveau du bruit résiduel constitué par l'ensemble des bruits habituels, extérieurs et intérieurs, correspondant à l'occupation normale des locaux et au fonctionnement habituel des équipements, en l'absence du bruit particulier en cause.

Les valeurs limites de l'émergence sont de 5 décibels A en période diurne (de 7 heures à 22 heures) et de 3 dB (A) en période nocturne (de 22 heures à 7 heures), valeurs auxquelles s'ajoute un terme correctif en dB (A), fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit particulier :

1° Six pour une durée inférieure ou égale à 1 minute, la durée de mesure du niveau de bruit ambiant étant étendue à 10 secondes lorsque la durée cumulée d'apparition du bruit particulier est inférieure à 10 secondes ;

2° Cinq pour une durée supérieure à 1 minute et inférieure ou égale à 5 minutes ;

3° Quatre pour une durée supérieure à 5 minutes et inférieure ou égale à 20 minutes ;

4° Trois pour une durée supérieure à 20 minutes et inférieure ou égale à 2 heures ;

5° Deux pour une durée supérieure à 2 heures et inférieure ou égale à 4 heures ;

6° Un pour une durée supérieure à 4 heures et inférieure ou égale à 8 heures ;

7° Zéro pour une durée supérieure à 8 heures

3.10 Installations électriques générales

L'Entreprise se charge en phase d'installation de chantier d'alimenter depuis le point de branchement livré par le Maître d'Ouvrage l'armoire générale de distribution. A partir de cette armoire, elle équipe le chantier en point de distribution en nombre suffisant pour l'exécution des ouvrages. Elle en assure l'entretien et les vérifications durant tout le déroulement du chantier. L'ensemble de l'installation sera protégé par des coupures 30ma en 24 volts. (**AUCUNE RALLONGE >25m**). Toute installation électrique est vérifiée par un bureau de contrôle agréé conformément au décret n° 2010-1016 du 30 août 2010.

3.11 Interactions sur le site

Afin d'éliminer les risques de superposition, l'ensemble des aires situées sous des postes de travail en élévation seront interdits d'accès au moyen d'un dispositif physique. Les travaux seront réalisés suivant le planning global et le phasage des travaux défini avec le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre. Le planning prend en compte les sujétions découlant d'une mise en commun d'équipements. Il faut éviter au maximum la superposition des tâches. Toutefois si la superposition de tâches s'avère inévitables entre plusieurs lots ou dans un même lot. Le titulaire du lot réalisant les travaux le plus en hauteur mettra en place les protections nécessaires. (Filets, platelages, etc....). Si l'origine de la superposition de tâches est un retard, le titulaire du lot en retard prendra à sa charge toutes mesures de protections envers chacun des intervenants.

Tout poste de travail comportant des risques particuliers pour les autres intervenants devra être convenablement balisé et signalé voire confiné.

Des mesures analogues seront à prévoir par les entreprises effectuant tous travaux en zones circulées par des intervenants extérieurs ou occupants.

4. SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DU CHANTIER

Les panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » seront en nombre suffisant.

Dans le cadre de l'application des décrets n° 92-158 du 20 février 1992 et 94-1159 du 26 décembre 1994, le chef de l'établissement en activité est tenu de coopérer en matière de sécurité et santé avec le coordonnateur SPS.

Il reçoit une copie du P. G. C. SPS.

Avant le début des travaux le coordonnateur SPS procèdera à une inspection commune avec le (les) chef (s) de l'établissement en activité afin de :

- Délimiter et matérialiser les zones à risque,
- Préciser les voies de circulation du personnel et des véhicules,
- Définir les installations sanitaires, vestiaires, et réfectoires mises à la disposition des entreprises du chantier.

Ces informations sont reportées dans les articles les concernant.

Le coordonnateur SPS suggère aux entreprises contractantes, les consignes de sécurité décidées en commun avec le chef d'établissement en activité, et en particulier les consignes à donner à leurs salariés.

- VOIR DECRET DU 20.02.1992- VOIR DECRET DU 26.12.1994

Les Entreprises qui sont appelées à intervenir sur ce chantier sont tenues de participer aux réunions organisées par le coordonnateur dans le but de définir des solutions collectives aux sujets suivant :

Risque de collisions aux abords du chantier

Moyen d'approvisionnement

Travaux polluant (bruits, émanation de vapeurs dangereuses ou de poussières)

ZONES DE STOCKAGE GRAVOIS AVANT EVACUATION ET MATERIELS / DEFINIES SUIVANT VIC.

Les travaux bruyants auront lieu le lundi matin jusqu'à 13heures et les autres jours de la semaine avant 09h00 et après 18h00 conformément au règlement de la BNF.

5. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN EN BON ORDRE DU CHANTIER

5.1 VRD

Sans objet.

5.2 PLAN D'INSTALLATION

L'Entreprise Principale est chargée par le coordonnateur de produire un plan d'installation de chantier, faisant apparaître de façon schématique, l'ensemble des dispositions du présent PGCSPS. Il devra préciser dans les différentes phases du chantier la localisation :

- Des circulations d'évacuation et de regroupement des personnes.
- Des accès et des circulations des secours.
- Des aires de chargement et de déchargement.
- Des zones de stockage, matériels et matériaux.
- Des installations destinées aux cantonnements.
- Des circulations.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations et les diverses signalisations du chantier seront à la charge de

Ce document, après avoir été accepté par l'ensemble des intervenants sera joint au présent document.

Dito pour le Panneau de chantier -

Il sera réalisé conformément aux stipulations du C. C. A. P. Il comportera les coordonnées des coordonnateurs SPS.

5.3 LOCAL DESTINES AU PERSONNEL.

L'installation de ces locaux est du ressort de l'entreprise principale. Ces locaux seront installés pendant la période de préparation. Ils concernent :

- Les sanitaires communs sur site.
- Les vestiaires sis rue intérieure salle 56.
- La restauration des compagnons pourra se faire au restaurant d'entreprise de la BNF. Aucuns repas ne pourront être pris sur la zone de travaux.

La surface et le nombre de ces équipements devront être en relation avec les effectifs réels et évolutifs du chantier et conforme au moins aux mesures générales d'hygiène titre 13 du décret du 8 janvier 1965 modifié.

Leur installation comprend toutes suggestions de chauffage, d'éclairage, de maintenance avec nettoyages réguliers jusqu'à l'achèvement complet du programme de travaux de l'opération, le repliement avec remise en état des lieux. Les locaux destinés au personnel devront et seront aménagés conformément aux textes en vigueur et notamment l'article 186 et suivants de décret du 8 janvier 1965.

Les entreprises assureront leurs installations de cantonnement pour leurs salariés en tenant compte des effectifs.

Les emplacements réservés à ces installations devront apparaître sur le plan d'installation de chantier établi pendant la période de préparation.

Les cantonnements comporteront des lieux de restauration, des vestiaires, des sanitaires, et seront prévus pour l'ensemble du personnel de toutes les entreprises.

SANITAIRES -

Le nombre de postes d'eau sera défini sur la base d'un lavabo pour 10 personnes.

L'eau sera potable, froide et à température réglable.

Sur la base d'un WC et un urinoir pour 20 personnes. Un WC, au moins, devra comporter un poste d'eau.

Ces locaux devront être correctement, éclairés, aérés, désinfectés et chauffés. De même, le nettoyage et la désinfection de ceux-ci devront être effectués au moins une fois par jour. Les parois de ces installations devront être lessivables.

- REFECTOIRES -

Restaurant du Personnel BnF, mis à disposition. Tenue civile propre obligatoire sans EPI.

- VESTIAIRES -

La surface totale à prévoir sera calculée en prenant comme base 1,25 m² minimum par personne. Ils devront posséder des bancs et des armoires vestiaires (type B à 2 compartiments - NF D 65.760). Ils seront convenablement chauffés, ventilés (pour le séchage des vêtements), éclairés et nettoyés quotidiennement.

6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS

RAPPEL :

Le coordonnateur SPS devra être informé de tout accident ou incident immédiatement après les faits. Le Maître d'Ouvrage, L'inspection du travail, la C.R.A.M.I.F. et l'O.P.P.B.T.P devront également être avisés dans les 48 heures. Les entreprises devront, dans les cantonnements, afficher, vérifier et compléter les différents numéros d'appel d'urgence.

Les entreprises doivent mettre en place le personnel et les structures adaptés aux risques du chantier ou de l'atelier, à son implantation géographique et à l'effectif, de façon à pouvoir apporter à une victime d'accident les secours les plus rapides et les plus adaptés possibles avant l'arrivée des secours extérieurs.

6.1 ORGANISATION DES SECOURS

Le PC Sécurité sur site organise les premiers secours. Un poste téléphonique filaire ou portable est disponible pour les appels d'urgence.

Les noms des secouristes du travail, formés ou recyclés devront figurer sur une liste affichée à proximité du poste téléphonique d'urgence. Cette liste sera tenue à jour par le coordonnateur, en fonction des informations fournies par les entreprises.

Les entreprises transmettront au coordonnateur, pour chaque accident avec arrêt de travail, rapport circonstancié, relatant précisément les faits.

6.2 CONSIGNES DE PREMIERS SECOURS CONDUITE A TENIR EN PRESENCE D'UN ACCIDENTE

Le sauveteur secouriste doit :

INSPIRER CONFIANCE En se faisant connaître comme sauveteur secouriste du travail

RESTER CALME Ecarter la foule et agir rapidement

NE PAS NUIRE En ne faisant que l'indispensable pour ne pas perdre de temps

TROIS REGLES FONDAMENTALES

PROTEGER Eviter un nouvel accident que les premières victimes, sauveteur ou d'autres pourrait subir.

ALERTER Les secours spécialisés ou d'autres personnes capables de donner l'alerte.

SECOURIR La ou les victimes en tenant compte des urgences vitales.

**EFFECTUER UN EXAMEN RAPIDE
PRATIQUER LES GESTES D'URGENCE
NE JAMAIS DONNER A BOIRE
EVITER LE REFROIDISSEMENT**

6.3 MATERIEL MEDICAL COMMUN

A définir sur site en VIC. **Trousse de secours à prévoir**

7. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRENEURS, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

7.1 TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Articles L 4534.1 de la loi n° 94-1418 du 31/12/1993

Chaque entrepreneur est appelé à participer aux réunions qui seront organisées par le coordonnateur et de faire des propositions visant à réduire les risques encourus par son propre personnel ou par le personnel des autres entreprises, du fait de son intervention ou de l'intervention des autres entrepreneurs.

Ces réunions de sécurité et de préventions seront organisées par le coordonnateur, à l'initiative d'un entrepreneur, employeur ou travailleur indépendant sur des sujets précis. Des informations à la sécurité et à la prévention pourront être programmées.

7.2 Comité interentreprises de Sécurité de Santé et des Conditions de Travail (CISSCT)

Suivant décret n° 95-543 du 04/05/95 et l'article L 4532-10 du Code du Travail. A constituer sur l'initiative du Maître d'Ouvrage et avec approbation du projet de règlement intérieur en réunion plénière. **SANS OBJET**

Tableau d'analyses des risques

TYPE de RISQUES	MESURES DE PREVENTION	OBSERVATIONS
Chute de hauteur Moyen à préciser dans PPSPS des entreprises	Echafaudage adapté Moyen de levage adapté	TOUTES ENTREPRISES TRAVAILLANT EN HAUTEUR
Ensevelissement ou d'enlèvement ;	-	SANS OBJET
D'exposition à des substances chimiques	-	
D'exposition à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale	-	SANS OBJET
De retrait ou confinement de l'amiante	-	SANS OBJET
D'exposition à des radiations ionisantes	-	SANS OBJET
Liés aux contacts de pièces nues sous tensions ou à proximité de lignes électriques	Isolement éventuel des lignes aériennes	LOT ELECTRICITE
De noyade	-	SANS OBJET
Liés aux travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous œuvre	-	SANS OBJET
Liés aux travaux en plongée appareillée	-	SANS OBJET
Liés aux travaux en milieu hyperbare	-	SANS OBJET
Liés aux travaux démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 m3	-	LOT PRINCIPAL
Liés aux travaux comportant l'usage d'explosifs	-	SANS OBJET
Liés aux travaux de montage ou de démontage d'éléments lourds	-Port des E.P.I. circulation protégée	L'entreprise concernée
Liés aux travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour.	-	SANS OBJET
Liés aux travaux de montage de charpente métallique	Se munir des EPI adapté (harnais, longes, casques, lunettes) Moyen de levage adapté	L'entreprise concernée
Risque de légionellose en tours T1/T3/T4 niveau M1	Accès interdit au droit des terrasses. Tours aéroréfrigérantes	Tous les intervenants

EN CAS D'ACCIDENT

Appelez les Pompiers BNF

 **4000/4003**

et dites :

1. ICI CHANTIER :

Adresse / salle n° TOUR N°

2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est au sol ou autre...

ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT

par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.

Envoyez quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER.

A PREVENIR IMMEDIATEMENT

INSPECTION DU TRAVAIL
CRAM Sce PREVENTION
H.S.E

01 40 45 36 46

OPPBTP
CSPS
Sûreté BnF

06 72 76 74 54

8000

NUMEROS UTILES POUR L'ENCADREMENT

POMPIERS BnF
SAMU

4000/4003

15

POLICE - GENDARMERIE
SECOURS EDF-GDF

17

0810.501.900